

ENQUETE PUBLIQUE

(du 24/06/2015 au 24/07/2015)

RESTRUCTURATION DU STADE ARNAUNE

Commune de TOULOUSE (31)

CONCLUSIONS

Commissaire Enquêteur

Jean-Paul GAYRARD

N°E1500037/31

Objet de l'enquête :

Par décision de Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Toulouse en date du 24/02/2015, Monsieur Jean-Paul GAYRARD a été désigné en qualité de commissaire enquêteur aux fins de diligenter une enquête publique pour répondre à la demande de Monsieur le maire de TOULOUSE visant à la restructuration du stade Arnauné ou stade des Minimes.

En mars 1937 la Ligue Française de Rugby à XIII décide d'implanter sa discipline sportive à Toulouse et fait l'acquisition du stade Arnauné, au cœur du quartier des Minimes, et le **Toulouse Olympique** est créé pour y jouer.

Le club ayant obtenu des résultats conséquents au plan national (doublé championnat et coupe nationale en 2014), ambitionne désormais d'intégrer la Super League Europe. Cela suppose d'importants aménagements des structures du stade, dont la capacité actuelle de 4.000 spectateurs serait doublée.

D'autre part le site actuel « vieillot » est jugé peu fonctionnel en termes d'organisation et de gestion des flux.

Outre la recherche de la compatibilité de cette structure avec les exigences de la Super League de rugby, la volonté de la ville de Toulouse est aussi de disposer d'une offre d'équipement sportif de capacité intermédiaire sur le territoire, en complément des stades de plus grande envergure (Stadium et Ernest Wallon) afin d'ouvrir ses portes à plusieurs familles sportives.

Si le terme « restructuration » est approprié, s'agissant d'une réorganisation d'une structure jugée inadaptée, son registre est variable.

En l'espèce, la volonté du maître d'ouvrage est de **démolir la totalité de l'existant**, à l'exception d'un gymnase utilisé en partie par des scolaires, et de construire 4 structures nouvelles.

La présente demande suppose donc **l'agrandissement des deux tribunes existantes, la construction d'une nouvelle tribune côté avenue des Minimes** à la place des terrains de pétanque et de leur club house. Il est à noter que le club de pétanque serait simplement déplacé et son site serait transféré sur la partie sud du complexe.

Enfin un **club house** propre au club de rugby serait érigé à partir de l'existant en rez-de-chaussée mais **avec deux étages supplémentaires** côté rue Frédéric Estèbe afin d'y regrouper la zone sportive, les loges et le club house au 1^{er} étage et des bureaux et un espace de réception au 2^e étage.

Plus précisément la tribune Ouest, celle donnant sur l'avenue des Minimes, mesurera 50 mètres de long sur 16 mètres de haut.

Les tribunes Nord et Sud épouseront désormais toute la longueur du terrain, soit 110 mètres et 100 mètres, et verront leur hauteur accrue de 0,80 mètre pour atteindre respectivement 9,30 mètres et 10,50 mètres. Quant au club house sa hauteur sera portée à 12,30 mètres.

Il est à noter que ces nouvelles hauteurs des constructions sont compatibles avec le PLU de Toulouse, notamment par rapport aux exigences du document graphique du règlement cahier (chapitre 2 article 2-2-6) du PLU en vigueur du 27/06/2013.

Selon le planning établi par le maître d'ouvrage les travaux pourraient débuter dès l'autorisation du permis de construire et durer 18 mois pour une exploitation prévue en février 2017.

Déroulement de l'enquête :

L'organisation administrative de l'enquête a été parfaitement conforme aux prescriptions requises. Le commissaire enquêteur a pu, en temps utile, bénéficier d'un exemplaire complet du dossier d'enquête publique.

Les obligations de publicité dans la presse et d'affichage ont été respectées, bien que l'accès au dossier sur le site internet de la mairie ne fût pas possible, mais l'information de l'enquête publique était diffusée.

Il est à noter qu'une affiche apposée sur l'entrée du stade avenue Frédéric Estèbe a été volontairement dégradée, témoignant probablement de la sensibilité de l'objet de l'enquête.

Le commissaire enquêteur tient à saluer la parfaite collaboration de l'encadrement de la maîtrise d'ouvrage au bon déroulement de l'enquête.

Un bureau vaste et convivial a été réservé au commissaire enquêteur dans les locaux de la mairie annexe des Minimes, très proche du cœur de l'enquête, afin que les permanences puissent se tenir dans de parfaites conditions. Le dossier était facilement accessible au public hors le cadre des permanences ; la preuve en est apportée par les nombreuses occupations du bureau aux fins de consultation du dossier, de l'inscription de nombreuses observations sur les registres d'enquête (parfois de manière abusive, car le premier registre a été trop vite rempli par les seules observations d'un collectif) et des nombreux courriers laissés sur place.

Conformément à l'article R 123-8 du Code de l'Environnement, le commissaire enquêteur a adressé et remis en main propre sous huitaine dès la fin de l'enquête (en l'espèce le 27/07/2015) le procès-verbal de synthèse récapitulant les observations recueillies durant l'enquête publique. Le maître d'ouvrage, sous la signature de Mme Catherine BLANC, conseiller délégué, a transmis le 03/08/2015 une réponse aux questions soulevées. Ces deux documents figurent p 37 à 48 du rapport du commissaire enquêteur. Par ailleurs, M. Jean-Luc MOUDENC, maire de la ville de Toulouse et président de Toulouse-Métropole a transmis une réponse complémentaire le 10/08/2015 (encore dans le temps du délai prescrit). Ce document est joint en annexe unique à l'issue des conclusions, le rapport étant déjà « monté » à la date de réception du nouveau document. Cependant son contenu a été bien pris en compte et répercuté sur les conclusions ici présentées.

Le déroulement de l'enquête a été très particulier car dès le premier jour de l'enquête sur le lieu de la permanence, le commissaire enquêteur a reçu des membres d'un collectif d'opposition au projet de restructuration « *Non au futur stade Arnauné-Minimes* » qui se sont présentés accompagnés du média télévisé France 3 et qui ont donné sur place deux interviews. Par la suite ce collectif a manifesté son hostilité au projet par de nombreux écrits sur le registre, par un article dans la presse écrite locale, par la rédaction d'une pétition en ligne ayant recensé 416 signatures d'opposition et par une note de synthèse remise le dernier jour de l'enquête (cf. annexes 57 et suivantes du rapport).

Un autre groupe de personnes, plus structuré, a également fait état de son avis plus mesuré sur le projet ; il s'agit du « *Comité de quartier Minimes/Barrière de Paris* ». L'association reconnaît la nécessité de remettre à niveau les installations mais pointe plusieurs types d'observations négatives.

Parmi les personnes qui se sont présentées ou qui se sont manifestées par des écrits, on constate qu'il y a eu **7 avis favorables et 45 avis défavorables**.

Les avis favorables reconnaissent l'opportunité de disposer d'un stade municipal de plus grande capacité pour permettre le rayonnement du rugby à XIII toulousain en lui donnant les moyens d'accéder à l'élite de ce sport. Il s'agit de personnes impliquées individuellement dans le TO XIII ou le rugby à XIII en général et de personnes (sans indication de domicile ou résidant en dehors du quartier) qui estiment que la vie du quartier et le commerce bénéficieraient de cette restructuration. En revanche, ces avis n'abordent pas le problème des nuisances susceptibles de voir le jour pendant les 18 mois de travaux et pendant l'utilisation du stade dans sa nouvelle configuration.

Les **thématiques d'opposition sont d'ordre général** et concernent la période des travaux et le fonctionnement du stade dans une capacité doublée, et **d'ordre particulier** émanant des plus proches riverains du complexe Arnauné.

Les oppositions d'ordre général :

- **L'occupation du stade n'est pas clairement établie** : la présentation du projet affiche d'entrée la raison d'être de la restructuration, soit l'homologation du stade en vue de la participation du TO XIII à la Super Ligue professionnelle anglaise. Mais il est également indiqué que la volonté de la ville de Toulouse est de se doter d'une offre de capacité intermédiaire en complément des deux stades de plus grande envergure et de **l'ouvrir à plusieurs familles sportives**. Cette ouverture du stade à d'autres manifestations sportives est importante car l'étude d'impact relativise l'ampleur des nuisances (sonores, lumineuses, de stationnement et de circulation) en indiquant qu'elles ne seront constatées qu'à l'occasion des matchs de Super League, soit **10 à 15 matchs par an**. Cette étude n'a pas pris en compte l'élargissement de l'utilisation du stade au profit d'autres sports.

Le doute est levé par la réponse du maître d'ouvrage au procès-verbal de synthèse du commissaire enquêteur (p 45 du rapport) : « *il permettra à la ville de répondre ponctuellement aux sollicitations des fédérations désirant organiser des rencontres*

internationales de disciplines plus confidentielles (football ou rugby féminin...) ou de grands rendez vous pour le sport amateur... ».

Sans que l'on puisse bien entendu évoquer un calendrier, il est acquis que le stade connaîtra d'autres occupations que celle de l'équipe du TO XIII. **Les nuisances pressenties ne seront donc pas limitées à 10 ou 15 journées annuellement.**

- **Un intérêt général discutable** : plusieurs personnes et le collectif s'émeuvent de constater que les 13.000.000 d'euros sont investis en partie pour le compte d'une société privée (le TO XIII est une SASP), même si diverses associations, écoles de rugby et scolaires profiteront aussi du renouvellement de l'infrastructure.

Cet argument n'est pas valable dans la mesure où à Toulouse, des stades municipaux sont en partie occupés par des équipes professionnelles : le stadium par le TFC et le palais des sports par les équipes de hand-ball et de volley. Contrairement à quelques équipes professionnelles « huppées » qui disposent des moyens financiers pour construire leur propre stade ou qui bénéficient de sponsors privés, le TO XIII n'a pas cette envergure et doit s'en remettre à la volonté municipale pour abriter son sport.
- **Une restructuration prématurée** : Il est vrai que cette restructuration est justifiée par le cahier des charges de la Super League anglaise qui impose un stade comportant un nombre de places assises suffisantes, un éclairage permettant la télédiffusion des matchs... Pour l'heure, le stade Arnauné n'est pas conforme aux normes requises. Cela dit, le niveau actuel du TO XIII est l'inscription en Ligue One pour la saison 2015/2016, soit la 3^e division anglaise. Cela signifie que dans le meilleur des cas, soit l'hypothèse où le TO XIII gravirait chaque année sans faillir un échelon, l'équipe doit effectuer deux saisons avant d'intégrer la Super League.

Il s'agit donc d'un pari risqué pour la justification première de la restructuration du stade Arnauné. D'un autre côté, la durée des travaux suppose que la décision soit prise dans les deux ans qui précèdent cette accession, pour offrir un stade homologué si le TO XIII atteignait le niveau de la Super League en 2017. En ce sens l'anticipation voulue par le maître d'ouvrage n'est pas critiquable.
- **Une architecture contestée** : c'est une contestation qui est quasi-systématique, y compris dans l'avis du comité de quartier et d'un particulier favorable au projet. Sur ce point, l'architecture est du domaine du choix du maître d'ouvrage et ne devrait pas se discuter dans le cadre d'une enquête publique. Néanmoins il est permis de constater que l'architecture à base de béton brut ne s'inscrit pas dans le paysage populaire et bucolique du quartier des Minimes, notamment l'architecture extérieure de la tribune Ouest débordant sur l'avenue des Minimes.
- **Les oppositions relatives à la nature et à la durée des travaux** : vaste chantier... ! et à proximité immédiate des riverains de la rue Lambic et de l'impasse Réal lesquels auraient à subir des travaux conséquents de démolition de tribunes et de reconstruction au fond de leur jardin en bordure de limite séparative. Sur ce point il est à noter que le règlement d'urbanisme propre à ce secteur classé UM1 (secteur réglementant la zone du stade Arnauné) prévoit dans le règlement du PLU en cours que : « article 7.1.3.- *Quelque soit la largeur de façade, lorsque sur une unité foncière immédiatement voisine, une construction est implantée sur une limite séparative*

*commune, la construction projetée peut être implantée sur cette même limite séparative, à condition que la partie de la construction ainsi édifiée ne dépasse pas : la longueur définie par la construction voisine sur cette limite séparative, la hauteur de la construction voisine, augmentée de 3 m. **et que la partie de la construction ainsi édifiée respecte les distances minimales d'implantation par rapport aux autres limites séparatives égales à la moitié de la hauteur de la construction mesurée, conformément aux définitions situées dans le chapitre « Lexique – Définitions » du présent règlement , avec un minimum de 3 m ($D \geq H/2$, min. 3 m)».***

Faute de positionnement des habitations riveraines sur le plan de masse du projet, il n'est pas possible de savoir si cet impératif serait respecté, mais il semblerait bien que l'arrière des tribunes Nord et Sud soit bien quasiment adossé à la limite séparative du terrain municipal.

Ce point étant évoqué, il demeure que les travaux, devant durer 18 mois, vont gravement perturber la tranquillité publique. C'est le cas bien sûr de toute construction immobilière en zone urbaine (nuisances sonores, poussières, dangers d'utilisation d'engins de chantier, restrictions de circulation et de stationnements ...), sauf que l'emprise du chantier du complexe sportif est particulièrement vaste et que les plus proches riverains ont leur habitation en contiguïté du chantier. Bien que la réponse du maître d'ouvrage précise que les travaux seront réalisées depuis les limites intérieures du stade, les travaux seront propices (in)volontairement à des empiètements sur les propriétés des particuliers.

Par ailleurs, il est rappelé que l'avenue des Minimes est un axe important de la circulation Nord/centre ville et qu'elle ne supporte qu'une seule voie de circulation dans chaque sens. Les encombrements dus aux travaux, même s'il n'y a pas d'empiètement sur la voie, (circulation des engins de chantier, livraisons de matériels...) ne manqueront pas de perturber gravement le trafic routier sur cet axe et l'écoulement de la circulation en début de journée vers le centre ville et vers le Nord en fin de journée. Ce point est également rapporté par la réponse complémentaire du maître d'ouvrage qui indique qu'en période de pointe, les conditions de circulation présentent de fortes difficultés autour du carrefour de la Barrière de Paris... Faut-il en rajouter en créant de fait un stationnement anarchique Avenue des Minimes les jours de match ?

Sur la page suivante, la vue aérienne du positionnement des habitations des deux rues précitées par rapport au complexe est éloquent et démontrent l'indéniable nuisance apportée par les travaux à la vie des riverains.

23/7/2015

Google Maps



Google Maps

28



Images ©2015 Google, Données cartographiques ©2015 Google, Inst. Geogr. Nacional 50 m

<https://www.google.fr/maps/@43.6254504,1.4361592,278m/data=!3m1!1e3>

1/1

- **l'absence de places de stationnements** est remarquée par tous les opposants. Certes, la création de 29 places de stationnement, va permettre le stationnement des bus et véhicules des joueurs et du personnel d'encadrement, mais il n'est pas a priori ouvert au public. Bien que la réponse complémentaire du maître d'ouvrage dispose

que ce nombre de places de stationnement est conforme au PLU s'agissant d'un équipement public, il ne solutionne pas le problème du stationnement des spectateurs qui ne privilégieraient pas le mode de transport doux ou celui des transports en commun. La réponse complémentaire rappelle, à titre d'argument, que le « *stade fonctionne aujourd'hui d'ores et déjà sans place de stationnement pour les spectateurs* » et qu'il « ***n'est pas prévu la construction d'un parking de 500 places sur l'opération « La Salade » qui servirait au stationnement des spectateurs*** ». En fait, les plus proches parkings sont ceux des terminus Nord de la ligne B du métro (Borderouge et La Vache), mais cela supposerait que les utilisateurs prennent ensuite le métro pour se rendre au stade.

Le maître d'ouvrage et les rédacteurs de l'étude d'impact privilégient le transport doux (transports en commun, 2 roues). Un projet visant à coupler le prix d'entrée au stade avec un laissez-passer de transport en commun serait mis en place, de même que la rotation de la ligne B du métro serait activée. Le maître d'ouvrage prend l'exemple du Palais des Sports André BROUAT de 4.500 places qui n'est desservi que par les transports en commun. A ce sujet, il faut noter que trois parkings souterrains jouxtent ce complexe sportif, celui de Compans Cafarelli, celui de la Place Arnaud Bernard et celui de la Place de l'Europe. Par ailleurs, dans l'hypothèse où le stade fonctionnerait à pleine capacité, les rames de métro de la ligne B seraient rapidement saturées avec le nombre des supporters et les nombreux autres usagers réguliers de cette ligne. Sans évoquer le cas de figure de matchs simultanés avec le stade Ernest Wallon.

D'une manière générale, il n'y a pas d'exemple sur la ville de Toulouse d'un stade supportant une capacité de plusieurs milliers de personnes qui n'ait pas de parkings proches et surtout qui soit inclus dans une urbanisation rapprochée recevant déjà un stationnement résidentiel important dans les rues adjacentes. Rappelons aussi que le Palais des Sports est une structure entièrement fermée limitant les nuisances sonores et visuelles aux riverains les plus proches.

L'insécurité est pointée par beaucoup de personnes. C'est la crainte de la multiplication des incivilités déjà constatées avant et après les matchs actuels. Nuisances sonores (klaxons, rixes, personnes ivres...) absence de respect des règles élémentaires de salubrité, intrusions dans les plus proches propriétés.

La venue de supporters anglais est stigmatisée, mais surtout l'inquiétude réside dans l'ouverture du stade aux matchs de football, dont on sait que les supporters n'ont pas toujours la même discipline, dans le stade et en dehors de l'enceinte, que les supporters des matchs de rugby. Certes, dans sa réponse la mairie de Toulouse indique bien que les matchs à risque de Ligue 1 et 2 ne sont pas prévus, faute d'équipement en vidéo protection (à moins de réaliser des travaux majeurs... !), mais donne l'exemple d'organiser un match de football accueillant le parcours exceptionnel en Coupe de France d'un club de football amateur.

Il est parfaitement compréhensible que la mairie de Toulouse n'ait pas arrêté de calendrier et choisi les autres occupants réguliers du stade en dehors du TO XIII, mais cette incertitude inquiète légitimement les riverains.

L'acoustique est remise en cause par certaines personnes. L'étude a démontré que le nombre de décibels serait en diminution par rapport aux matchs actuels en raison de la configuration fermée des tribunes et de l'orientation de la sonorisation. Il est hors de question de remettre en cause cette étude très professionnelle, mais elle ne tient compte que des nuisances sonores émises pendant que le public est à l'intérieur de l'enceinte. Mais les débordements extérieurs ne sont pas pris en compte, sachant que les riverains en pâtiront immédiatement.

Voilà encore l'intérêt d'avoir un complexe sportif retiré d'un habitat immédiat où les forces de police peuvent mieux canaliser sur un espace vaste et libre les éventuels débordements de supporters violents. Dans l'hypothèse de sorties de spectateurs excités avenue de Minimes et avenue Frédéric Estèbe, ils se trouveront immédiatement dans le tissu urbain, rendant plus difficiles aux forces de police les interventions de rétablissement de l'ordre public et pouvant générer des dégradations aux véhicules, maisons et immeubles riverains, sans évoquer des contacts avec les passants déambulant autour des limites du complexe.

Cet argumentaire est le fait des habitants du quartier en général, mais c'est aussi celui des résidents les plus proches du complexe Arnauné, lesquels sont impactés encore plus sévèrement dans leur environnement.

Il s'agit des personnes demeurant dans la rue Lambic, l'impasse Réal et des résidents au droit du stade de l'avenue de Minimes et de l'avenue Frédéric Estèbe.

Les oppositions particulières des riverains :

- Rue Lambic : une pétition signée par la quasi-totalité des riverains de cette rue (36 numéros côté pair et 37 numéros côté impair) rejette le projet car il nuirait gravement à leur qualité de vie : perte totale d'ensoleillement en toutes saisons, vue bouchée par un mur en béton de 9,30 m, diminution sensible de la valeur immobilière de leur bien.

A titre d'exemple, le riverain le plus impacté demeure au n° 6. Compte tenu de la position de sa maison sur sa parcelle, il aurait l'arrière de la tribune en béton à moins d'un mètre de sa façade sud et serait également à 10 mètres de l'imposante tribune Ouest.

Dans sa réponse au procès-verbal de synthèse du commissaire enquêteur, le maître d'ouvrage propose de remplacer le haut du bardage opaque par une partie translucide et de doter l'arrière de la tribune de câbles permettant, à terme, le support de plantes grimpantes.

Les autres motifs de mécontentement des riverains sont bien entendu la durée et la proximité immédiate des travaux et les nuisances consécutives aux matchs déjà évoquées face auxquelles ils seraient confrontés en première ligne.

- Impasse Réal : la voie située au Sud du terrain, est moins longue que la rue Lambic et couvre la moitié du terrain. Les habitants seront donc impactés en totalité par la construction de la tribune Sud. Leurs revendications sont les mêmes car ils seraient confrontés en bout de leur propriété à un mur de 10,50 mètres de hauteur.

Dans sa réponse la mairie n'indique pas si elle envisage de doter également le haut du bardage d'un revêtement transparent.

- Avenue des Minimes : les résidents de deux groupes d'immeubles sont également perturbés par l'érection de la tribune Ouest de 16 mètres de hauteur, ce qui privera les habitants des 5 premiers étages de l'ensoleillement actuel et de la vue sur une aire arborée et champêtre. Les arbres étant sur l'actuel terrain de boules seront abattus. La mairie conteste cette évaluation indiquant que les bâtiments se situent à 44 mètres de la tribune et que les riverains ne perdront pas de soleil par référence à des schémas d'héliodons joints (?). Faute d'avoir vu ces documents probants, il nous est pas permis de donner un avis en ce sens.
- Avenue Frédéric Estèbe : Ce n'est pas tant la construction du nouveau pool house qui est contestée mais les nuisances dues à l'absence de stationnement entravant celui des riverains (même ceux qui possèdent une place de stationnement privative évoquent des difficultés à y accéder ou à en sortir les jours de match), aux incivilités à la sortie des spectateurs, à la perte de la quiétude du quartier

En conclusion, on peut s'interroger sur le choix de vouloir construire un stade d'envergure (qu'il faudra bien rentabiliser en l'ouvrant à d'autres compétitions sportives ou à des spectacles) dans un quartier très ancien, alors qu'il est intensément imbriqué dans l'urbanisation ? *« Pourquoi un stade de cette taille se fait au milieu des immeubles, des maisons et des voitures ? »* résume prosaïquement un habitant du quartier. Une autre résidente explique que *« Les Minimes restent un lieu familial, populaire où le stade appartient au quartier, aux boulistes, aux écoles et aux enfants du quartier »*.

Il nous semble donc que le projet de restructuration, tel qu'il est présenté, va indubitablement créer des nuisances très graves aux riverains et au quartier en général, et que sa fréquentation par un public de près de 10.000 personnes est un risque sérieux pour l'ordre, la tranquillité et la salubrité publiques eu égard à l'absence d'aires de sécurité-tampon préservant les habitants et leurs propriétés.

La mairie de Toulouse dans son avis complémentaire rappelle que ce projet de restructuration figure dans les documents d'urbanisme depuis plus de 10 ans. Il était inclus dans le PLU mais n'y apparaissait pas à titre principal, ce qui explique qu'il n'a pas fait l'objet d'observation particulière depuis lors. Cependant c'est parce que le choix municipal a été de construire un stade pouvant accueillir plus de 5.000 spectateurs, qu'il est soumis préalablement à étude d'impact et partant, à enquête publique, et que ce projet est désormais susceptible d'un avis favorable ou non.

Des solutions de d'implantations alternatives sont proposées au maître d'ouvrage. Ainsi les stades Struxiano et Montané présentent *a priori* un profil plus adapté : habitat résidentiel éloigné, possibilité de parkings... La mairie dans sa réponse réfute ces deux propositions au motif que *« la délocalisation du TO XIII ne correspond pas à*

l'ancrage historique du club dans le quartier des Minimes... ». Il est également précisé que l'implantation d'un nouveau stade à Struxiano supposerait un coût de plusieurs millions en raison de la démolition d'une surface synthétique et une tribune de plusieurs centaines de places. Pour le stade Montané il s'agirait de procéder à la démolition et à la reconstruction d'un gymnase pour un coût de 5 à 6 millions.

Faut-il rappeler que la restructuration du stade Arnauné suppose la démolition de **2 tribunes** ainsi que celle **d'un pool house** construit il y a à peine 5 ans. La réponse complémentaire du maître d'ouvrage indique, conformément au permis de construire déposé, que la surface démolie est de 355 m² et que le projet prévoit la conservation de 2.623 m² de surface plancher et la création de 2.232 m². Ce calcul paraît prendre en compte un critère minimal de démolition, ou bien est-il erroné, puisque les 2 tribunes et le pool house démolis constituent une surface plancher bien supérieure à 355 m².

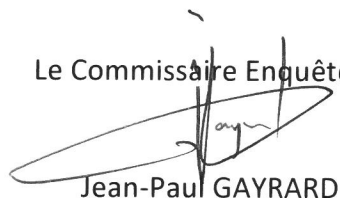
**Au vu des éléments rapportés par cette enquête publique le
Commissaire Enquêteur émet un :**

AVIS DEFAVORABLE

Au projet de restructuration du complexe Arnauné/Les Minimes.

Fait à Saint-Jean le 24/07/2015

Le Commissaire Enquêteur

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'JP Gayrard', is written over a large, stylized oval shape that serves as a background for the signature.

Jean-Paul GAYRARD



**MAIRIE DE
TOULOUSE**
www.toulouse.fr

Jean-Luc Moudenc
Maire de Toulouse
Président de Toulouse Métropole
01 56 33 60 8

Toulouse, le 10 AOUT 2015

Monsieur Jean-Paul Gayrard
Commissaire Enquêteur

[Signature of Jean-Paul Gayrard]

OBJET : Réponse au procès-verbal de synthèse de l'Enquête Publique pour la
restructuration du complexe Arnauné : envoi complémentaire

Monsieur le Commissaire Enquêteur,

J'ai demandé aux services de Toulouse Métropole et de la Ville de Toulouse de vous apporter des précisions complémentaires à celles que je vous ai adressées sur la restructuration du complexe Arnauné. En particulier, j'ai souhaité vous apporter des éléments de réponses au niveau de l'accessibilité et de la circulation, ainsi qu'au niveau de la notion de restructuration.

J'espère que ces éléments vous permettront d'apprécier encore mieux ce projet et tout l'intérêt qu'y porte la Ville de Toulouse.

Veuillez agréer, Monsieur le Commissaire Enquêteur, l'expression de mes salutations distinguées.

[Signature of Jean-Luc Moudenc]

Jean-Luc MOUDENC

Pièce jointe : Annexe technique
Copie : M. RIERA - DBE

jean-luc.moudenc@mairie-toulouse.fr
Hôtel de ville - Place du Capitole - B.P. 999 - 31040 Toulouse Cedex 6
T. 05 61 22 20 75 - www.toulouse.fr

Toulouse, le 10 AOUT 2015

Délégation aux Espaces Publics
Site : Marengo

Nos réf. A :
Nos réf. D : 45033612
Affaire suivie par :
Jacques ROSEN, Serge MATHIEU,
Estelle MEYER et Francis ESCALES
EM/VB - 07/08/2015
T. : 05 62 27 46 03
courrier.mgr@toulouse-metropole.fr

Objet : Restructuration du Stade Arnauné – Réponses complémentaires aux questions posées par le Commissaire Enquêteur le 27 juillet 2015

1/ Réponse complémentaire sur la restructuration ou démolition-reconstruction du stade :

La question posée est de savoir s'il s'agit d'un projet de restructuration ou de démolition-reconstruction.

La surface plancher existante est de 2 978 m². Le projet prévoit la démolition de 355 m² et la création de 2 232 m².

Le projet prévoit donc la conservation de 2 623 m².

On peut donc considérer qu'il s'agit d'une restructuration et non d'une démolition-reconstruction.

2/ Réponses aux remarques sur la localisation du projet :

Ce projet de restructuration figure dans les documents d'urbanisme depuis plus de 10 ans.

La réalisation rapide du projet de restructuration est rendue possible par le classement au PLU et par la présence sur le site de tous les réseaux et infrastructures nécessaires au projet.

La localisation de ce stade sur d'autres fonciers libres de construction aurait rendue l'opération plus coûteuse et plus longue à réaliser.

3/ Réponses aux remarques sur le stationnement :

2.1. Vis à vis des règles du PLU

- Le projet est un équipement public.
- La norme du PLU en matière de stationnement pour les équipements publics est de 1 place pour 143 m² de surface plancher créée.
- Le projet prévoit la création de 2 232 m² (cf. paragraphe ci-dessus). Il est donc exigé la réalisation de 16 places. Le projet prévoit la réalisation de 28 places ; il est donc conforme par rapport au PLU.

2.2. Vis à vis du stationnement des spectateurs

- Le stade fonctionne aujourd'hui d'ores et déjà sans place de stationnement pour les spectateurs.
- Il n'est pas prévu la construction d'un parking de 500 places sur l'opération « La Salade » qui servirait au stationnement des spectateurs du stade. La concertation sur l'opération « La Salade » est en cours avec les associations de quartier, il est prévu d'y réaliser un jardin public et un écoquartier. Les stationnements qui seront réalisés dans cet écoquartier seront destinés à répondre aux besoins propres à l'opération « La Salade ».

- Le niveau de desserte en transports en commun est très bon : desserte par la ligne B du métro dont les stations Barrière de Paris et Minimes Claude Nougaro sont situées respectivement à 200 m et à 500 m du stade Arnauné. Les lignes de bus 15, 27, 29, 41 qui empruntent les voies de circulation aux abords du stade (Minimes, Pierre Curie, Sylvio Trentin, Estèbe) complètent la desserte métro.

Dans les prochaines années, la desserte en transports en commun de l'agglomération est vouée à se renforcer notamment par le développement des lignes Linéo et par le projet Toulouse Aérospace Express en cours d'étude.

- Les parcs relais actuels et à venir (selon l'évolution des transports en commun), et notamment les parcs relais Tisséo de La Vache et Borderouge situés à proximité du stade offrent un potentiel de réponse au stationnement d'une partie des spectateurs.
- L'accessibilité en modes doux (piétons, vélos) devrait être améliorée dans les prochaines années, notamment sur l'avenue des Minimes ; la municipalité souhaite une requalification de l'avenue. A ce titre, un groupe de travail technique est constitué. Cette requalification de l'avenue des Minimes viserait à réduire les conflits d'usages (stationnement en épi débordant sur les trottoirs, stationnement en double file sur les bandes cyclables). Elle devrait notamment permettre un élargissement des trottoirs et améliorer le confort de tous les modes.
- Il a été renoncé à construire une offre importante de stationnement dédiée au stade car en période d'heure de pointe, les conditions de circulation présentent de fortes difficultés autour du carrefour de la barrière de Paris. De plus, la construction de la ligne B du métro s'accompagnait d'une modération du trafic routier à destination du centre ville.
- En tout état de cause, une démarche d'extension du Plan Local de Stationnement (PLS) est envisagée sur le quartier ; elle permettra également de préserver les rues du quartier d'un report de stationnement des spectateurs qui viendraient accentuer la pression du stationnement sur voirie d'ores et déjà importante.

La mise en place du stationnement payant avec tarification préférentielle pour les résidents a été étudiée en 2010-2012.

Les conclusions ont abouti à la mise en place de la réglementation du stationnement payant uniquement pour les visiteurs sur l'avenue des États-Unis en février 2011, et à la vocation à terme de réglementer en stationnement payant avec un tarif préférentiel pour les résidents, les quartiers Minimes et Barrière de Paris.

L'instauration du stationnement payant et résident implique plusieurs étapes qui restent à mener :

- la matérialisation de toutes les places de stationnement est indispensable ; Toulouse Métropole réalise actuellement ce travail dans les quartiers des Minimes, avec des contraintes techniques liées à l'étroitesse de certaines rues,
- une concertation avec les riverains et les commerçants,
- la programmation d'un budget alloué à l'acquisition des horodateurs.

4/ Réponses complémentaires aux remarques des riverains les plus proches du stade :

- Le projet de restructuration a fait l'objet d'un graphique de détails au PLU depuis près de 10 ans. Il n'a pas fait l'objet d'observation particulière depuis lors.

Ce graphisme montre l'intégration du projet dans son enceinte foncière sans mettre en péril les parcelles des propriétaires riverains.

- Les PLU successifs ont confirmé ce projet.